



métropole
ROUEN NORMANDIE

Appel à candidature
pour l'attribution d'une chasse sur des terrains
de la Métropole Rouen Normandie

Mont Pilon à Darnétal

CONTEXTE

La politique d'acquisition forestière de la Métropole a été actée notamment par l'approbation de la Charte Forestière de Territoire 2021/2026.

Dans ce cadre, des parcelles ont été acquises à Darnétal au Pont Pilon par la Métropole en 2021.

Ces anciennes parcelles agricoles présentant une forte pente sont pâturées par des ovins. L'orientation peu favorable (nord-ouest) et la forte pression de pâturage limitait l'expression d'une biodiversité typique de coteaux calcaires, mais ces espaces ne semblaient pas menacés par une fermeture de milieux. Une gestion écologique du site est maintenant mise en place afin d'améliorer la biodiversité.

Des populations trop importantes de sangliers peuvent venir perturber la sécurité des usagers de la rocade située à l'ouest du site et créer des dégâts sur les parcelles riveraines et notamment de centre sportif de la Petite Bouverie.

Des populations trop denses peuvent aussi générer des dégâts conséquents sur les prairies avoisinantes et le propriétaire peut être incriminé en cas d'absence ou de mauvaise régulation cynégétique sur ses propriétés (absence ou pression de chasse trop faible).

Ainsi, il est nécessaire de mettre en place une régulation dynamique de cette espèce sur ce site afin de garantir un équilibre au sein des écosystèmes.

La Métropole, en tant que propriétaire des terrains, dispose du droit de chasse sur ces dits terrains et choisit de confier ce droit de chasse à une association autorisée à pratiquer la chasse afin de procéder à cette régulation cynégétique.

Par décision du Président n°26.216, l'appel à candidatures pour le site de « mont Pilon » est ouvert sur la période 2026-2031.

➔ Le présent appel à candidatures vise à recueillir les candidatures des associations pour l'exercice de la chasse sur les parcelles propriétés de la Métropole Rouen Normandie sur le site « Mont Pilon » à Darnétal.

SITE CONCERNE PAR L'APPEL A CANDIDATURE



CRITERES D'ATTRIBUTION

Un jury composé de 2 personnes du Service Forêt de la Métropole Rouen Normandie, d'une personne de la l'Office National des Forêts et d'une personne de la Fédération Départementale des Chasseurs de Seine-Maritime analysera les candidatures reçues selon les critères suivants :

- Présentation du candidat (personne physique ou association),
- Motivation pour bénéficier du droit de chasse sur le site,
- Connaissance et prise en compte des enjeux de biodiversité sur le site,
- Proposition détaillée d'organisation de la chasse : logistique d'organisation de la chasse, gibier chassé, plan de chasse et calendrier prévisionnel, assurances et responsabilités, etc.

La notation se fera de la manière suivante pour les différents critères d'analyse :

Critères	Notation
Présentation du candidat	Insuffisante : 1 point Détaillée : 2 points
Pertinence de la motivation pour bénéficier du droit de chasse	Insuffisante : 1 point Détaillée : 2 points
Connaissance et prise en compte des enjeux du site (biodiversité, fréquentation...)	Insuffisante : 1 point Détaillée : 4 points
Proposition détaillée d'organisation de la chasse	Pertinence de la présentation de la logistique d'organisation de la chasse : - Insuffisante : 1 point - Détaillée : 3 points Liste du gibier envisagé et justifications : - Insuffisante : 1 point - Détaillée : 3 points Pertinence du plan de chasse envisagé, précision sur les prélèvements envisagés et justification : - Insuffisante : 1 point - Détaillée : 3 points Pertinence de la présentation du calendrier prévisionnel : - Insuffisante : 1 point - Détaillée : 3 points
TOTAL	Note globale sur 20

A l'issue de l'analyse des candidatures, une convention sera établie, par décision du Président, entre le candidat attributaire et la Métropole Rouen Normandie pour une période de 5 saisons de chasse pour prendre fin le 31 mars 2031. A l'issue, la Métropole se réserve le droit de relancer un nouvel appel à candidatures.

DOSSIER DE CANDIDATURE

Pour concourir au présent appel à candidatures, les candidats devront constituer un dossier de candidature et y joindre toutes les pièces permettant l'analyse du dossier.

Le dossier de candidature doit être constitué des éléments suivants :

- Nom de la structure
- Nom et Prénom du Président
- Adresse postale
- Coordonnées téléphoniques et électroniques
- Composition de l'association
- Motivation pour bénéficier du droit de chasse sur le site
- Connaissance et prise en compte des enjeux biodiversité du site
- Présentation du plan de chasse et de ses modalités d'organisation au regard des éléments définis au cahier des charges pour la bonne gestion du site
- Cahier des charges pour la gestion du site signé et approuvé

En l'absence des éléments demandés, la Métropole Rouen Normandie pourra se réserver le droit de ne pas analyser la candidature.

Les dossiers de candidature sont à envoyer par mail à l'adresse suivante : gestion.forets@metropole-rouen-normandie.fr avant la date de clôture de l'appel à candidature fixée au **vendredi 15 mai 2026 à 23h59.**

ENGAGEMENTS DU CANDIDAT

Les modalités de gestion du site sont définies dans un cahier des charges défini par la Métropole Rouen Normandie.

Le présent cahier des charges est joint en annexes de l'appel à candidatures.

Le candidat s'engage à respecter le cahier des charges défini et le joindra signé, précédé des mentions : « Lu et Approuvé le » à sa candidature.

ANNEXE A L'APPEL A CANDIDATURE POUR L'ATTRIBUTION D'UNE CHASSE
SUR DES TERRAINS DE LA METROPOLE ROUEN NORMANDIE

CAHIER DES CHARGES A RESPECTER SUR LE SITE

Conditions générales de l'exercice de la chasse

- 1- L'autorisation de chasser est accordée uniquement au groupe de chasse du Preneur désigné précédemment.
- 2- Toute sous-location, de même que tout échange de droit de chasser avec d'autres associations, est interdit.
- 3- Le règlement intérieur du groupe de chasse du Preneur reprendra dans son intégralité les règles et modalités particulières de pratique de la chasse incluses dans la présente convention.
- 4- Le règlement intérieur du groupe de chasse du Preneur sera obligatoirement adressé à la Métropole au minimum 1 mois avant l'ouverture de la chasse officielle en Seine-Maritime.
- 5- L'exercice de la chasse sur le site s'effectue dans la limite de la réglementation en vigueur fixée par les Autorités administratives, en conformité avec l'article L424-2 du code de l'environnement et avec le Schéma Départemental de Gestion Cynégétique (SDGC).
- 6- Compte tenu des spécificités du site dues à la proximité de la route et des maisons, seule la chasse à l'arc est autorisée.
- 7- En cas de présence de bétail sur la parcelle traversée, toutes les dispositions devront être prises pour empêcher les dérangements des animaux par les chiens. Si le tir est autorisé dans une parcelle pâturée, le preneur prendra toutes les mesures nécessaires au respect et à la sécurité du bétail et assumera l'entière responsabilité de tout incident ou accident.
- 8- Les membres s'assureront de la bonne fermeture des portails ou herbagères. Il est interdit d'abaisser ou de relever les fils ronces des clôtures ou de détériorer les clôtures provisoires.
- 9- La Métropole peut, en tant que propriétaire et gestionnaire du site et après en avoir averti le Preneur, restreindre, suspendre ou interdire l'exercice de la chasse de certaines espèces en fonction du statut, de circonstances climatiques particulières ou de besoins liés à la gestion du site.
- 10- Tout lâcher de gibier est totalement interdit sur le site.
- 11- Les méthodes d'attraction ou de fixation du gibier tels que l'agrainage, le foin, les betteraves, l'utilisation de goudron de Norvège et autres substances assimilées (crud ammoniac, cinglavit, etc.) sont interdites.
- 12- La circulation, le stationnement ou l'implantation d'habitat mobile ou léger est interdite, en raison notamment des impératifs de sécurité des biens et des personnes, de conservation du milieu naturel, de la faune et de la flore, ainsi que du respect du paysage.
- 13- La circulation avec des véhicules à moteur sur le site, au sein des parcelles et sur les chemins de randonnées, sera autorisée pour extraire le gibier du site. Le stationnement devra se faire le long des

voies de circulation, sans entraver la circulation sur ces axes. La vitesse maximale autorisée sur l'ensemble des voies du massif est de 30 km/h.

- 14- L'implantation de nouveaux bâtiments (chalets, cabane, etc.) et abris de chasse en forêt est interdite. Les miradors sont autorisés – Cf. point "Sécurité".
- 15- Toute intervention ou création d'aménagement de quelque nature qu'elle soit est interdite sans autorisation écrite préalable de la Métropole (travail du sol, déboisement, débroussaillage, fauche, plantation, création de point d'eau, création de sentier, pose de clôture, etc.). Toutefois, le Preneur peut proposer à la Métropole des aménagements et pratiques pouvant participer à la sécurisation du site lors de l'exercice de la chasse et à sa bonne gestion écologique et cynégétique. Ces propositions seront discutées avec les services de la Métropole en charge du suivi de la présente convention et feront l'objet ou non d'une autorisation de la Métropole, délivrée par écrit. Dans tous les cas, les éventuelles opérations de gestion à mener par le Preneur devront être en accord avec les objectifs de gestion écologiques du site.
- 16- La mise en place de caméras pendant la période de chasse pourra être autorisée sur demande écrite et motivée et présentation d'une carte indiquant leurs emplacements.
- 17- L'usage de tout produit (dés herbantant...) est strictement interdit sur les parcelles.
- 18- Il est interdit de stocker des véhicules, du matériel, du fourrage, ainsi que d'abandonner tout dépôt et détritiques de quelque nature que ce soit (encombrants, fumier, et tout autre matériel) sur les parcelles faisant l'objet de la présente convention, ceci afin de respecter la qualité paysagère et écologique des lieux.
- 19- Le Preneur ne pourra invoquer aucun trouble de jouissance des terrains du fait des activités normales de gestion de sites naturels, qui sont notamment :
 - Réalisation d'inventaires des espèces présentes,
 - Travaux d'entretien,
 - Circulation des véhicules de services et de tous autres ayants-droits,
 - Mise en valeur et gestion touristique (sentiers de randonnée),
 - Animations nature,
 - Toute autre activité nécessaire à la mise en œuvre du respect du plan de gestion du site, notamment le pâturage.

Dans tous les cas, la Métropole informera le Preneur des événements et travaux organisés sur le site. Une concertation sera nécessaire afin de concilier les différents objectifs de gestion du site.

Plan de chasse et nature du gibier chassable

- 1- Chaque année de la convention, en conformité avec les articles L425-1 à L425-17 du Code de l'Environnement, un plan de chasse devra être établi en lien avec la Fédération des Chasseurs de Seine-Maritime (en fonction des espèces soumises à plan de chasse).
- 2- Le plan de chasse doit être fourni à la Métropole par Le Preneur au moins 1 mois avant la date d'ouverture de la chasse (en fonction des espèces soumises à plan de chasse).
- 3- Conformément au Code de l'Environnement, le bénéficiaire du plan de chasse est le Preneur. Avec l'autorisation de la Métropole, celui-ci effectuée, à ses frais, les démarches administratives nécessaires à l'attribution des plans de chasse auprès de la Fédération départementale des chasseurs. Dans ce

cadre, il sera défini un « prélèvement maximum autorisé (PMA) annuel » afin de mieux préserver la ressource (en fonction des espèces soumises à plan de chasse).

4- Le gibier autorisé à la chasse, sous réserve que ces espèces figurent dans l'arrêté préfectoral fixant annuellement les périodes d'ouverture et de fermeture de la chasse des animaux, est défini ci-dessous :

- Sanglier

Par défaut, toutes les espèces non identifiées dans la liste ci-dessus ne sont pas chassables sur le site.

5- La régulation des espèces susceptibles d'occasionner des dégâts (anciennement appelées nuisibles, et dont la liste varie chaque année) est incluse dans la présente convention. Ces espèces seront gérées en fonction des observations, en action de chasse, avec accord écrit préalable de la Métropole. Le piégeage est interdit sur le site, sauf demande de la Fédération Départementale des Chasseurs de Seine-Maritime.

6- En conformité avec l'article R425-11 du Code de l'Environnement, chaque animal abattu et concerné par un plan de gestion, sera, préalablement à tout transport et sur les lieux mêmes de sa capture, muni d'un dispositif de marquage, à la diligence et sous la responsabilité du bénéficiaire du plan de chasse individuel.

7- L'autorisation de chasser est délivrée à condition qu'un bilan des prélèvements réalisés soit envoyé chaque année à la Métropole dans le mois suivant la date de fermeture préfectorale de la chasse. Ce bilan sera transmis sous la forme de l'annexe 2 à la présente convention. Sur la base de ces données, une réunion de fin de saison pourra être organisée afin de faire le bilan de la pratique de l'activité, de formuler des propositions de gestion du site, et de définir les perspectives de la saison suivante.

Réserve de chasse

Une réserve de chasse, zone où la chasse est proscrite, pourra être mise en place en cours de convention, en accord entre les deux parties, en fonction des enjeux écologiques du site.

Calendrier, nombre de jours de chasse

1- L'ouverture de la chasse sur le site est autorisée dans la limite des dates définies par l'autorité préfectorale et conformément à l'article L424-2 du Code de l'Environnement. Le Preneur devra également se conformer aux heures de chasse prévues dans les arrêtés préfectoraux.

2- Le nombre de jours de chasse sur le site est limité à 5 journées maximum par saison, entre la période d'ouverture préfectorale de la chasse et sa date de fermeture.

3- En cas de nécessité en raison de dégâts aux parcelles voisines ou de problèmes de sécurité pour les biens et les personnes, des dates de chasse en battue ou à l'affut pourront être accordées par la Métropole sur demande écrite et justifiée.

4- Pour la gestion des espèces susceptibles d'occasionner des dégâts, des interventions seront possibles en dehors des périodes de chasse, après accord de la Métropole, et sur présentation d'une autorisation préfectorale de destruction des espèces concernées.

5- La chasse est interdite le dimanche et déconseillée lors des périodes de vacances scolaires.

- 6- Le Preneur devra transmettre sa proposition de calendrier à la Métropole au minimum 1 mois avant la date d'ouverture de la chasse.
En cas de modification du planning, le Preneur devra prévenir les services de la Métropole pour faire part de la nouvelle date de chasse.
- 7- Le Preneur tiendra à jour un carnet de battue récapitulatif pour chaque journée de chasse : la liste des chasseurs ayant participé ainsi que les numéros de permis de chasse. La copie de cette liste sera transmise à la Métropole sur simple demande. La Métropole se réserve le droit de la transmettre à l'Office Français de la Biodiversité (OFB) en cas de besoin.

Propreté et respect du site

- 1- Toutes les cartouches usagées (après chaque tir) et tous les déchets devront être systématiquement ramassés et emmenés.
- 2- L'ensemble des équipements du site (panneaux, clôtures, portails, végétaux) seront respectés par le Preneur. En cas de dégâts occasionnés sur les équipements imputables aux membres du Preneur, le coût des réparations sera imputé à ce dernier.
- 3- L'utilisation de munitions contenant de la grenaille de plomb est interdite à moins de 100 m des plans d'eau
- 4- Le marquage des postes de chasse devra tenir compte de la qualité paysagère du site. L'utilisation de bombes de peinture sur les arbres et clôtures n'est autorisée que si la peinture est biodégradable. Les panneaux indiquant les numéros de poste sont à privilégier.
- 5- Le brûlage de déchets végétaux est interdit sur l'ensemble du site.
- 6- La Métropole pourra demander au Preneur l'équivalent d'une journée d'aide à l'entretien du site et des couloirs de tirs

Sécurité

- 1- Le Preneur doit prendre toutes les précautions afin d'éviter tout accident à l'occasion des actions de chasse, notamment en imposant le port obligatoire d'un gilet fluorescent, et s'assurant que chaque tireur a bien reçu les principales consignes de sécurité ainsi que toutes les règles d'annonces. A cet égard, il se conformera aux directives et préconisations du Schéma Départemental de Gestion Cynégétique de la Seine-Maritime. Une vigilance devra être apportée sur le respect de la réglementation sur l'utilisation des armes à feu afin de garantir la sécurité de tous aux abords des sentiers et à l'intérieur du site.
- 2- Le Preneur pourra installer des miradors de chasse en vue de sécuriser la pratique de la chasse. Le plan d'implantation et l'aspect visuel des miradors seront proposés à la Métropole et feront l'objet d'une validation par écrit avant toute installation sur site. L'entretien et/ou le remplacement du mirador reste à la charge du Preneur.
- 3- Les tirs sont interdits en directions des routes, chemins, mares, habitations et autres propriétés adjacentes, à moins de 150 m.
- 4- Le Preneur devra informer les usagers du site des dates de chasse et des actions de chasse en cours (panneaux sur site). Des panneaux signalant la chasse seront installés sur l'ensemble des accès aux

chemins de randonnées. Ces panneaux « chasse en cours » seront parfaitement visibles et devront être installés pour chacun des jours de chasse.

- 5- La signalisation sur site à l'aide de panneaux devra impérativement être enlevée au terme de chaque journée de chasse.

Responsabilités – assurances

- 1- Le Preneur assure la responsabilité pleine et entière du bon déroulement de l'activité de chasse sur le site. Le Preneur est responsable civilement, dans les conditions prévues par le Code Civil, et financièrement des dommages causés aux tiers, aux biens de la Métropole et de tout autre propriétaire aux alentours au cours ou à l'occasion de l'exercice de son droit de chasse. La responsabilité civile du Preneur lorsqu'elle dirige les actions de chasse s'étend aux dommages causés par ses membres et ses invités et de manière générale à toutes les personnes qu'elle autorise à chasser, ainsi qu'aux dommages causés par leurs animaux.
- 2- Le Preneur fournira à la Métropole chaque année 1 mois avant la date d'ouverture de la chasse la copie de l'attestation d'assurance « responsable-organisateur de chasse ».
- 3- Le Preneur est tenu d'informer (inscription au règlement intérieur) l'ensemble de ses membres que le site est traversé par des chemins ouverts au public et qu'en conséquence ils doivent prendre toutes les mesures de précaution dans l'exercice de leur activité de chasse.
- 4- Le Président ne peut délivrer aucune carte de sociétaire, d'actionnaire ou d'invité sans avoir, au préalable, vérifié que le titulaire est bien en possession de son assurance responsabilité civile de chasse et de son permis de chasse.
- 5- Si la Métropole en apporte la preuve, en lien avec l'OFB, le Preneur s'engage à exclure de son groupe ou à refuser d'y admettre tout chasseur ayant fait l'objet depuis moins de 5 ans d'une condamnation pour un délit, ou pour une contravention de 5^{ème} classe ou pour deux contraventions de 4^{ème} classe, en matière de chasse ou de protection de la nature. La même disposition est applicable aux invités des membres du groupe de chasse du Preneur. En cas de non-respect de cette clause, la Métropole pourra prononcer la résiliation de la présente convention.
- 6- Le Preneur demeurera également, dans tous les cas, financièrement responsable des infractions en matière de chasse prévues soit par les lois et règlements en vigueur, soit par les clauses de la convention.
- 7- Le Preneur veillera, dans son activité de chasse, au respect de la faune et de la flore remarquables présentes sur le site. Elle est tenue financièrement responsable des infractions commises sur ces dernières, conformément aux lois et règlements en vigueur, ainsi que de tout dégât qui pourrait être causé sur les parcelles objet de la présente convention.
- 8- Le Preneur sera appelé en garantie par la Métropole dans toute action ou transaction amiable concernant la réparation des dégâts causés aux cultures riveraines par les gibiers qu'il a le droit de chasser.

Prix

La délégation du droit de chasse pour la gestion cynégétique du site est consentie à titre gracieux.

Durée de la convention et résiliation

La convention à établir s'étendra sur une période de 5 saisons de chasse pour prendre fin le 31 mars 2031.